

# Qui et quoi est aujourd'hui de « gauche » ?

## Résultats d'une étude sur les milieux de sensibilité de gauche en Allemagne

Frank Kleemann, Uwe Krähnke, Ingo Matuschek

Il est souvent postulé aujourd'hui, à partir de données d'enquêtes, que les Allemands tendraient aujourd'hui vers la gauche dans leur attitude politique fondamentale. Sans parler des doutes justifiés suscités par la méthodologie, il faut d'abord expliquer comment ce glissement à gauche supposé se manifeste (pour une approche critique, voir Misik 2009 : 17) : qu'est-ce qui montre des attitudes de gauche et dans quels groupes de la société les trouve-t-on ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur des résultats issus de nos propres enquêtes empiriques <sup>1</sup>. Des personnes qualifiant elles-mêmes leur orientation politique de gauche au sens le plus large et ayant un rapport positif aux positions de gauche ont été interrogées à travers des discussions de groupe et des entretiens qualitatifs individuels. Le spectre allait d'orientations radicales en matière de transformation sociale jusqu'à des perspectives de réformes à faible contenu transformateur. Il y avait dans l'échantillon aussi bien des membres actifs de partis politiques que des personnes actives dans des structures publiques ou professionnelles de gauche. Nous avons aussi interrogé des inactifs qui se reconnaissent dans la gauche.

Ce spectre très large au regard des attitudes et des appartenances politiques permet une première remarque : il n'y a pas *une* identité de gauche en Allemagne. Il n'y a pas une seule attitude politique homogène de base mais des modèles d'interprétation et des pratiques plurielles. L'unité de la gauche se manifeste dans une certaine mesure dans la pluralité de ces expressions. Si

on veut savoir qui et quoi est aujourd'hui de « gauche », il faut tenir compte de cette diversité. C'est dans ce sens que nous parlons dans cet article de milieux ayant « des *affinités* avec la gauche ». Nous traçons ci-après de premiers contours de ces milieux.

Certes, comme il vient d'être dit, il n'existe pas de position de gauche définissable de manière nette. Mais on peut adopter comme plus petit dénominateur commun de ces milieux le fait que leur critique de l'état et des tares de la société est formulée dans des cadres de pensée socialistes ou sociaux-démocrates au sens le plus large. Un point de fuite commun est constitué par la perception plus ou moins claire de déficits dans l'ordre social existant –notamment concernant les conditions économiques et politiques. La critique de l'ordre économique et politique fondamental définit, dans les milieux ayant des affinités avec la gauche, le positionnement politique au sein de la société<sup>2</sup>.

Comment caractériser plus précisément l'attitude critique des « milieux ayant des affinités avec la gauche » à l'égard de l'ordre économique et politique et quels sont les comportements ou pratiques politiques qui en résultent ?

### **Orientations de base au regard de l'ordre économique et politique**

La critique des réalités économiques produisant des dégâts sociaux est traditionnellement au cœur de l'identité de gauche. Nos études permettent ici de distinguer des caractéristiques typologiques.

Certains des enquêtés ne formulent qu'une critique partielle. Ils ne mettent pas fondamentalement en cause l'économie sociale de marché mais seulement ses aspects jugés négatifs. Pour d'autres (notamment la gauche radicale), une critique générale du capitalisme est d'une importance capitale. En règle générale ils mettent le doigt sur des conséquences fondamentalement négatives comme le chômage structurel, l'industrie de l'armement, etc. On peut distinguer trois orientations fondamentales.

1. *La domination de l'économie.* Le système économique actuel est devenu –tout au moins depuis l'échec du contre-modèle du socialisme d'État– structurellement sans alternative et perçu comme dominant par rapport à d'autres structures de société du fait de sa capacité à imposer ses propres règles. Des conceptions politiques alternatives pourraient donc seulement viser à remodeler le système en une variante du type État-providence (« l'économie sociale de marché » du capitalisme rhénan contre les variantes anglo-saxonnes). Le pilotage du système économique dans son ensemble par la société est en revanche considéré comme peu réaliste. Implicitement, le néolibéralisme qui domine le discours des *mass medias* pénètre ainsi les cadres de pensée des « milieux ayant des affinités avec la gauche » : si naguère l'axiome de base était que les problèmes structurels du capitalisme pouvaient s'expliquer par

les contradictions entre propriétaires et exploités, cette perspective de classe ne joue plus aucun rôle dès lors que l'on admet la domination de l'économie. L'accent est plutôt mis sur les salariés dépendants en soi.

2. *Régulation du système économique* (dominant). Le point de départ de cette orientation est que l'économie et la société sont deux systèmes imbriqués l'un dans l'autre, qui ne peuvent exister séparément. L'économie actuellement en situation de domination aurait des effets négatifs sur la société, mais pourrait être domestiquée par une régulation appropriée de l'État. L'accent est mis sur des dysfonctionnements sociaux concrets comme l'exclusion perceptible des sans-emploi et des bénéficiaires de l'aide sociale, le fossé qui se creuse entre les pauvres et les riches, mais aussi sur l'offre de biens et de services socialement nécessaires. On préconise une économie solidaire, non lucrative, dans la mesure où peuvent être identifiés des domaines où l'économie privée n'est pas efficace. Plus rarement, on revendiquera une « démocratisation » générale de l'économie. Contrairement à la première orientation, le concept (marxien) de classe n'a pas totalement disparu ici. On identifiera les exploités économiques du capitalisme moderne dans le « précaire », le « sous-prolétaire » et les « exclus » socialement.

3. *Changements structurels*. À partir d'une critique fondamentale de l'ordre économique existant, on considère l'économie comme un système social partiel devant être soumis au développement de la société et par conséquent changé structurellement. L'acuité de l'analyse et les conséquences politiques qu'il faut en tirer sont cohérentes ; en même temps il n'y a que peu de conclusions praticables en termes de propositions politiques concrètes. C'est la raison pour laquelle les tenants de cette orientation en reviennent de manière pragmatique aux revendications essentielles des partisans de la régulation. Un changement fondamental du système économique est ainsi plutôt de l'ordre d'une aspiration utopique que de celui de la politique de tous les jours.

Au total, ce sont les dégâts sociaux de l'économie qui sont l'objet de critiques (parfois fondamentales). Une perspective consistante de dissolution des structures du capitalisme n'est que très rarement formulée. De façon dominante, l'ordre économique actuel est considéré comme une variante du capitalisme plus ou moins bien régulée (au sens d'une économie de marché *sociale*) dont il s'agirait de développer la dimension d'État social. S'agissant de la revendication parallèle d'un ordre démocratique de la société, on trouve au premier plan la possibilité pour les individus de participer à la conception de la société et le degré d'intégration de ceux qui pensent autrement (et, en liaison avec cela, la question démocratie du consensus *versus* démocratie majoritaire). Si on inclut une critique de la répartition inégalitaire des ressources sociales, on aura, selon la perspective choisie, une approche de classe (propre aussi à la critique radicale) avec l'appropriation des ressources et des moyens

de production comme catégorie d'analyse ou on fera appel à d'autres dimensions centrales des inégalités comme le sexe, le prestige social, les possibilités d'exercer une influence politique ou l'éducation. Dans certains schémas, on trouvera une perspective sociale et écologique qui retiendra l'objectif d'une économie durable, qui ménage les ressources, comme sous-objectif dans la conception politique de l'économie.

De façon transversale par rapport à ces orientations, il a été fait état avec une fréquence remarquable d'une incompetence à porter un jugement dans le domaine de l'économie. Ce qui montre une fois encore la force de l'idéologie libérale de ces dernières décennies. De façon évidente, sa prégnance dans les discours officiels a contribué au sentiment d'un déficit de compétence chez de nombreux individus « ayant des affinités avec la gauche ». Comme l'importance d'une approche critique du capitalisme est caractéristique de la gauche, il semble dès lors nécessaire de renforcer cette compétence et de remettre à l'ordre du jour d'autres perspectives que le néolibéralisme – pour ne pas se contenter d'opposer à la crise des rustines du type de l'État-providence, mais esquisser des modèles sociaux réalistes/utopiques alternatifs et de prendre la crise comme une chance pour promouvoir des solutions économiques et sociales de gauche en affrontant le discours néolibéral dominant (ce qui a commencé à réussir pour la prise en compte de l'écologie dans l'économie, par exemple à propos du concept de croissance).

Les orientations économiques des « groupes ayant des affinités avec la gauche » montrent des différences sensibles qui tournent habituellement autour d'un point de référence dominant mais qui incluent aussi d'autres<sup>3</sup>. Les estimations contrastées se déploient selon des approches différentes quant à la priorité à accorder à l'économie par rapport au sociétal et réciproquement. On trouve là des conceptions différentes du pouvoir qui ont des effets sur la légitimation des pratiques politiques : comme on ne peut toucher à la place centrale de l'économie, les efforts pour un changement radical n'en valent pas la peine, puisque seul un changement structurel permet des succès pas la peine de se fatiguer pour des réformes, etc. Fondamentalement, cela touche l'enjeu de l'efficacité de la pratique politique – promue ou limitée – de la gauche.

### **Approche du politique et pratiques politiques**

Dans le prolongement de ce qui précède, on peut distinguer quatre positions majeures relatives à la conception de la société. Alors que les deux premières visent un changement de système, les deux dernières en restent à la conservation de l'ordre social existant et constituent donc d'une certaine façon la « version de droite » du « groupe ayant des affinités avec la gauche ».

La vision *étatique-socialiste* a pour objectif un ordre social (socialiste) au sein duquel un État « fort » assure des conditions sociales justes à travers une politique économique et de redistribution.

La vision *libertaire-anticapitaliste* est résolument anti-étatique. L'abolition du capitalisme est la condition pour une société « libérée », s'auto-organisant par « en-bas ».

La vision *orientée vers la réforme* constate des déficits dans l'ordre social existant et met l'accent sur la recherche (avant tout par la société civile) d'améliorations structurelles du système social sur la base des fondements actuels.

La vision *subsidaire* accepte fondamentalement l'ordre politique et économique actuel. Dans ce cadre, on reconnaît certes des déficits ou des injustices sociaux mais ils doivent être compensés à l'initiative des membres de la société eux-mêmes.

Au sein des « groupes ayant des affinités avec la gauche », on peut distinguer les groupes suivants, selon leur rapport à la politique dans leur pratique quotidienne et au vu des enquêtes actuellement dépouillées :

- la gauche « institutionnelle » traditionnelle, engagée dans des partis politiques à partir d'une vision du système politique centrée sur l'État (dans *Die Linke*, dans des groupes d'extrême gauche, chez les Verts, mais aussi au SPD) ou dans des associations de gauche ;
- la gauche « radicale » qui, à partir de projets de vie alternatifs libertaires ou sub-culturels a des pratiques politiques de contresociété, en dehors du système politique établi ;
- la gauche « non orthodoxe », elle aussi ancrée dans la sub-culture, qui poursuit des activités concrètes orientées vers la réforme à travers des initiatives « de terrain » comme contreprojets aux formes sociales et économiques établies ;
- les personnes centrées sur leur exercice professionnel, faisant du travail politique à travers des activités revendiquant consciemment un contenu politique ou social ;
- des bénévoles engagés qui, établis professionnellement et socialement, agissent aussi pour des causes sociales et combinent aussi en partie leur activité avec des objectifs de réforme plus larges ;
- des « militants sporadiques » qui s'intéressent à la politique de différentes manières et participent activement, de façon temporaire, sans le faire de façon durable ou dans des fonctions déterminées ;
- des personnes « intéressées de façon critique » qui suivent les processus et les débats politiques mais sans être elles-mêmes actives politiquement ou socialement ;
- des personnes « socialement marginalisées » qui se sentent fondamentalement exclues des activités sociales et sont actives dans des mondes parallèles ;

- enfin, des personnes « en état d'impuissance » et « résignées » qui voient certes et de façon abstraite le besoin d'agir mais aucunement des possibilités d'action propres pour agir sur quelque chose.

### Réflexions quant aux contours d'un projet de gauche

Il apparaît clairement que les « groupes ayant des affinités avec la gauche » au sens le plus large sont hétérogènes au regard de l'image qu'ils se font de la société et de leurs représentations politiques : des attentes paternalistes envers une politique globale d'assistance par l'État, mais aussi des orientations de réforme par la société civile ou une critique libertaire du capitalisme visant la transformation sociale. En fait, ce sont différentes facettes d'un possible idéal commun de socialisme démocratique comme forme d'État et de société qui sont thématiques ; en même temps on ne distingue pas de quête commune d'un modèle de gauche cohérent. Les « groupes ayant des affinités avec la gauche » et socialement critiques présentent actuellement plutôt le caractère d'un ensemble hétérogène. Si un mouvement socialement efficace devait se développer à partir de là, il y aurait obligation politique impérative à proposer une offre politique plurielle, avec des perspectives attractives pour le plus grand nombre possible de ces composantes disparates. Il en résulterait des combinaisons pouvant jouer le rôle de ponts entre ces composantes. Un projet commun d'hégémonie de gauche devrait donc sonder les têtes de pont de chacune des positions, autrement dit thématiser plutôt les points communs en faveur d'une politique concrète que les contradictions prétendument insurmontables.

La pluralité ne peut être ni enfermée dans un corset de politiques partisans, ni rester dans une sphère abstraite au-delà des problèmes concrets du monde et de la vie. Il apparaît bien plus prometteur de réfléchir à des possibilités de mettre l'identité de gauche en débat dans la société comme quelque chose à construire de façon ouverte et renouvelée pour opposer une nouvelle perspective sociale d'émancipation au néolibéralisme dominant depuis le « tournant spirituel et moral » des années 1990.

### Bibliographie

- Matuschek, Ingo/Krähnke, Uwe/Kleemann, Frank/Ernst, Frank (2008), *Pratiques et orientations politiques dans des milieux ayant des affinités avec la gauche ordinaires*, Berlin, Rosa-Luxemburg-Stiftung, [http://www.rosalux.de/cms/fileadmin/rls\\_uploads/pdfs/PP\\_INAG\\_.pdf](http://www.rosalux.de/cms/fileadmin/rls_uploads/pdfs/PP_INAG_.pdf)
- Misik, Robert (2009), *Politique de la paranoïa : contre les néoconservateurs*, Berlin : Aufbau-Verlag.

## Notes

1. Il s'agit de deux études menées en 2007-2009 pour la fondation Rosa Luxemburg. Pour la première, voir Matuschek *et al.* 2008. Une publication de l'ensemble du projet est prévue au printemps 2010.

2. Dans les autres milieux politiques, la critique des conditions sociales existantes s'exerce naturellement aussi. Cependant – pour prendre un cas extrême – le positionnement politique des néonazis se nourrit plutôt de l'idéalisation régressive du régime national-socialiste.

3. De ce point de vue il y a par exemple des opinions différentes sur la manière d'assurer l'intégration et la sécurité matérielle des membres de la société : de façon dominante par le salariat ou doit-on privilégier d'autres modèles ? Trois positions de base sont à distinguer : une vision classique centrée sur le salariat, des modèles basés sur les revenus d'existence ou un revenu de base sans conditions. Derrière cela, il existe des appréciations différentes quant aux effets du travail sur l'intégration sociale et la construction des identités, ainsi que quant à la qualité du travail dans les conditions du capitalisme et aux normes différentes dans les conceptions de la justice sociale.



Rosa Luxemburg  
Foundation